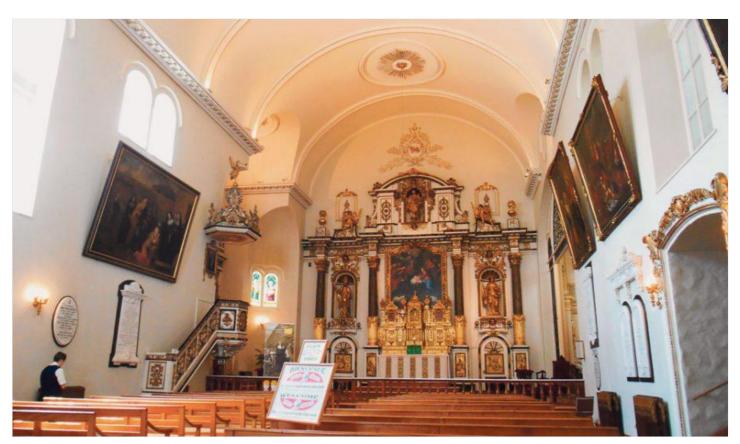
## **RELIGIONS**

## «Séparer éthique et question religieuse»

Le Québec tâtonne pour trouver comment enseigner le fait religieux. Il vient d'annoncer une refonte drastique de son programme actuel. Que lui reproche-t-il?

JEUDI 12 MARS 2020 <u>DOMINIQUE HARTMANN</u>



En septembre 2008, le cours de culture religieuse avait remplacé pour les petits Québecois de primaire et de secondaire l'ancien enseignement confessionnel, catholique et protestant. L'an dernier, le nouveau gouvernement promettait déjà d'y mettre fin. DR

ENSEIGNEMENT Comment enseigner la religion dans une société sécularisée et dont l'Etat se veut laïque? Le Québec n'échappe pas à la question, comme bien d'autres. Après avoir interdit en 2019 les signes religieux pour les enseignants, la Belle Province a annoncé en début d'année qu'elle mettait fin à son programme d'Ethique et culture religieuse (ECR), dont le modèle est proche de celui adopté par certains cantons romands. Que lui reproche-t-on?

C'est en septembre 2008 que le cours de culture religieuse avait remplacé pour les petits Québecois de primaire et de secondaire l'ancien enseignement confessionnel, catholique et protestant. L'an dernier, le nouveau gouvernement promettait déjà d'y mettre fin.

Comme le résume l'historienne de la laïcité et du christianisme Sarah Scholl, qui a vécu quelque temps au Québec où elle a pu observer le processus, le programme «a été accusé tour à tour de faire du prosélytisme proreligieux (l'athéisme ou la sécularisation y étant trop peu abordé) et d'être trop critique ou trop relativiste envers les vérités religieuses». C'est pareil en Suisse, ajoute-t-elle, «même si les critiques sont discrètes». Le fait que les enseignants aient été formés par des personnes issues des sciences des religions a aussi été attaqué. Sivane Hirsch est l'une d'elles. Professeure au Département des sciences de l'éducation à l'université du Québec à Trois-Rivières, elle regrette pour sa part la décision prise: «Le programme comportait en effet des problèmes mais rien que l'on n'aurait pu améliorer.» Elle craint aussi que tous les efforts entrepris ne soient annulés.

Selon elle, la décision est avant tout politique: «Médiatiquement parlant, les critiques ont occupé beaucoup de place, mais elles étaient peu diversifiées.» Le parti Coalition avenir Québec (CAQ), porté au pouvoir en 2018, avait déclaré très tôt qu'il ne voulait pas de ce programme. Ce parti défend le nationalisme québécois, la réduction du seuil d'immigration de 20% et l'interdiction du port de signes religieux pour le personnel «en position d'autorité». Ce dernier point a été avalisé l'an dernier avec la Loi 21 sur la laïcité de l'Etat. Celle-ci est d'ailleurs invoquée à l'appui de la suppression du programme ECR. Andrea Rota, qui a consacré une recherche à l'enseignement du fait religieux dans les cantons romands et au Tessin, sourit: «Si un Etat définit la laïcité comme une exclusion pure de toute réflexion publique sur les religions, il peut y avoir contradiction. Mais il y a plusieurs formes de laïcité, et le débat n'est pas clos. Chaque Etat doit décider des contours qu'il veut donner à sa laïcité.»

Le programme ECR a enfin été accusé de favoriser le multiculturalisme: cette option dominante au Canada, fondée sur l'idée d'une «mosaïque de cultures», n'est pas en odeur de sainteté au Québec. «L'interculturalisme, précise Sivane Hirsch qui s'en réclame, prend en compte les différences dans un espace commun, une culture commune et une langue commune (le français).»

## Une voie médiane compliquée

Sur le fond, Sarah Scholl reconnaît que «vouloir sortir du catéchisme sans rompre avec le récit interne des religions est une posture fragile». Un problème qu'elle constate aussi dans le programme adopté par les cantons romands, à l'exception peut-être de Genève, qui a inscrit l'étude des religions dans les programmes

d'histoire. Cette voie médiane serait encore compliquée par l'objectif de faire tenir ensemble religion et éthique: «Cette association entre savoir religieux et morale est directement héritée du catéchisme. Dans une société multiculturelle, seule une éthique détachée de la question religieuse peut être partagée par tous les élèves. Cette problématique était déjà présente au XIXe siècle lorsque les pédagogues parlaient de créer une morale laïque.»

Sivane Hirsch abonde et dénonce pour sa part des consignes peu claires: «Le programme ECR en reste trop souvent à une éloge de la tolérance, sans oser remettre en question certaines manifestations du religieux. Or, il ne s'agit pas simplement de se tolérer, mais de vivre ensemble. Il n'est pas acceptable que l'école québecoise du XXIe siècle donne crédit à une inégalité entre hommes et femmes, par exemple. Or, le programme reste trop flou là-dessus.»

Sarah Scholl reste convaincue que l'enseignement du fait religieux est nécessaire et utile mais qu'il doit aussi continuer à consolider sa méthode critique, pour ne pas «créer sur le papier des religions qui n'existent pas dans la réalité et fabriquer ainsi de nouveaux stéréotypes dans la tête des élèves».

## Vision du monde et diversité

Au Québec, il s'agira donc désormais de privilégier «les thèmes importants pour le XXIe siècle», tels l'éducation juridique, l'écocitoyenneté, l'éducation à la sexualité, etc. «Forcément, il y aura moins de place pour la notion de culture religieuse», explique le ministre de l'Education, Jean-François Roberge, dans le journal Le Devoir.

Entre-temps, les premières consultations pour réviser l'enseignement québécois ont eu lieu. L'absence de bilan du programme ECR a notamment été déploré, rapporte Sivane Hirsch, qui y a participé. En revanche, l'idée déjà évoquée de traiter désormais des croyances dans le cadre d'un cours «Culture des sociétés» lui semble intéressante: «Il n'a jamais été question dans ce cours de juger théologiquement de la validité des croyances, mais de comprendre comment celles-ci déterminent une vision du monde ou un mode de vie. Or, les religions et l'appartenance religieuse ne constituent que l'un des marqueurs de la diversité, qu'il faut considérer avec d'autres, comme l'ethnie, le genre, etc.» I